

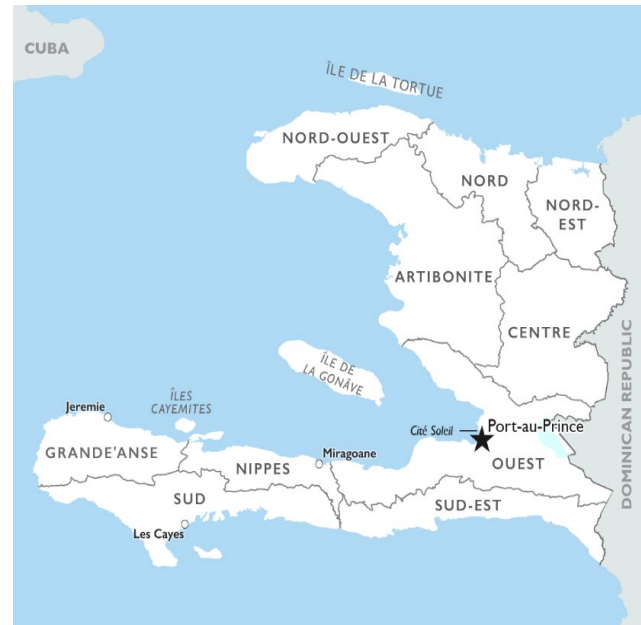
Urgence complexe en Haïti

3 MAI 2023

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION



- Environ 5,2 millions de personnes en Haïti, soit près de la moitié de la population du pays, auront besoin d'une assistance humanitaire en 2023 d'après le PRH 2023.
- Les activités des GCO et les violences associées ont exacerbé les besoins humanitaires et entraîné 531 morts, ainsi qu'environ 300 blessés, entre le 1^{er} janvier et le 15 mars, rapporte l'ONU. Près de 128 000 personnes dans la métropole de Port-au-Prince restaient déplacées à cause de violences associées aux GCO au mois d'avril, d'après l'OIM.
- Plus de 4,9 millions de personnes devraient connaître des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë au niveau Crise—IPC 3 ou pire jusqu'au mois de juin. Depuis le mois de janvier, grâce au soutien de l'USAID/BHA, les acteurs humanitaires ont sorti près de 20 000 personnes de conditions d'insécurité alimentaire aiguë au niveau Catastrophe—IPC 5.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

En interventions d'urgence en Haïti pour l'exercice fiscal 2023

USAID/BHA¹

56 506 457 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 7

Total

56 506 457 \$

¹ Bureau USAID d'assistance humanitaire (USAID/BHA)

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Le PRH 2023 identifie 5,2 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire en Haïti, l'ONU déclenche une intensification des actions pour répondre aux besoins généralisés.

Le Plan de réponse humanitaire 2023 (PRH) pour Haïti nécessite près de 720 millions de dollars (soit le plus grand appel de financement humanitaire pour Haïti depuis le séisme de 2010) pour aider 3,2 millions des 5,2 millions de personnes estimées comme ayant besoin d'une assistance humanitaire en 2023. Le PRH vient en priorité en aide aux populations affectées par les violences perpétrées par les groupes criminels organisés (GCO), aux communautés ayant un accès limité aux services essentiels (particulièrement aux soins de santé et à l'eau potable), mais aussi aux personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition. Les activités des GCO restent le principal moteur des besoins humanitaires en Haïti, puisque la violence a provoqué la mort de centaines de civils, d'importants déplacements de populations internes, la perturbation des marchés, des violences sexistes et la suspension des services proposés par de nombreux établissements de santé en raison de problèmes de sécurité et de pénuries de matériel essentiel. En outre, les violences des GCO ces derniers mois, aggravées par un accès limité aux services de base et aux moyens de subsistance, ont laissé environ 1,9 million de personnes avec un besoin d'assistance pour leur protection, ce qui correspond à une augmentation de 94 % par rapport au nombre de personnes avec un besoin d'assistance pour leur protection en 2022, rapporte l'ONU. Alors que les besoins humanitaires restent élevés dans tous les secteurs, le PRH donne la priorité à la sécurité alimentaire, à la protection, aux abris et à l'assistance en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour les populations touchées par la crise en 2023.

Pour répondre à l'augmentation significative des besoins humanitaires ces derniers mois, le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Martin Griffiths, a annoncé le 17 avril une intensification des activités humanitaires en Haïti, après consultation des membres de l'organisation de la coordination des affaires humanitaires de haut niveau des Nations Unies, le Comité permanent interorganisations. Cette intensification aura lieu d'avril à la fin juillet et activera tous les groupes humanitaires (les organismes de coordinations des activités humanitaires, dont des agences de l'ONU, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres parties prenantes) pour qu'ils agissent de façon urgente afin de traiter les besoins en matière de malnutrition aiguë, de protection des enfants, de choléra et de violences sexistes partout en Haïti. En outre, cette intensification a pour but de fluidifier les procédures humanitaires tout en mobilisant les ressources des partenaires nationaux et locaux pour répondre à la complexité, l'urgence et l'ampleur de la crise humanitaire en Haïti.

Les violences des GCO qui persistent sont à l'origine des besoins sanitaires élargis et de pertes civiles

La recrudescence des violences des GCO depuis le mois de janvier 2023 avait entraîné au moins 531 décès et environ 300 blessés supplémentaires en Haïti au 15 mars, rapporte l'Office de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). Les affrontements entre GCO rivaux étaient devenus plus violents et fréquents en 2023, car les groupes se disputent le contrôle territorial partout dans la capitale, Port-au-Prince, et dans d'autres régions du pays, indique l'Office du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits humains. Les violences se concentrent principalement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, où les acteurs humanitaires estiment que 80 % de la population vit sous le contrôle des GCO et qu'au moins 1,5 million de personnes (environ la moitié de la population de la capitale) sont directement touchées par les déplacements, le manque d'accès aux services de base et les restrictions de déplacements, rapporte l'ONU.

En particulier, les GCO continuent de cibler les établissements de santé et leur personnel, ce qui limite encore davantage l'accès de la population aux services de santé de base. Au 6 mars, au moins 10 docteurs avaient été enlevés pour l'année 2023 (en comparaison, il y avait eu 20 enlèvements associés pour toute l'année 2022) d'après la Haitian Medical Association (AMH). En conséquence, la menace continue des violences des GCO contre les professionnels de santé a réduit la disponibilité des médecins spécialisés et diminué le fonctionnement des établissements de santé, rapporte l'AMH. Par ailleurs, l'ONG internationale Médecins sans frontières a été contrainte de fermer temporairement son hôpital dans la commune de Cité Soleil, dans la région de Port-au-Prince (l'une des zones les plus touchées par les violences des GCO) le 8 mars, en raison des risques accrus en matière de sécurité dans un contexte d'intensification de la violence. Près des deux tiers des sites informels pour personnes déplacées internes dans la région de Port-au-Prince n'ont pas d'établissements de santé fonctionnels à proximité, ce qui expose les personnes à des risques liés à leur protection tels que les attaques armées et les enlèvements lorsqu'elles parcourent de longues distances pour obtenir des soins médicaux. Outre la région de Port-au-Prince, les acteurs des GCO sont apparus dans le département de l'Artibonite, le deuxième département le plus touché par les violences et où environ 10 000 personnes déplacées internes s'étaient réfugiées pour fuir les violences des GCO à la mi-avril, indique l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La hausse des activités des GCO dans l'Artibonite a entraîné la suspension de tous les services de santé non urgents depuis le 16 février dans l'hôpital Albert Schweitzer dans la ville de Deschappelles, qui dessert plus de 700 000 personnes. L'incident représente la première fois où l'hôpital a mis ses activités en pause depuis près de 70 années de fonctionnement.

L'OIM enregistre 128 000 personnes déplacées internes à Port-au-Prince; leurs besoins restent élevés

L'insécurité généralisée dans et autour de la zone métropolitaine de Port-au-Prince en Haïti continue de créer des mouvements de populations dynamiques et d'exacerber les besoins humanitaires, particulièrement parmi les communautés déplacées. Près de 128 000 personnes déplacées internes vivaient chez des membres de la communauté qui les accueillait ou dans des camps informels dans la région de Port-au-Prince à la mi-avril, rapporte l'OIM. En particulier, de plus en plus de personnes déplacées se réfugient dans des camps informels en raison de la hausse des violences des GCO. Le nombre de personnes déplacées internes sur ces sites informels a augmenté de 23 % entre novembre 2022 et mars 2023, indique l'OIM. Pendant cette période, malgré une diminution de 18 % du nombre total de personnes déplacées internes enregistrées dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, le nombre de personnes déplacées internes dans la ville de Port-au-Prince a augmenté de plus de 50 %, et presque toutes les personnes déplacées internes interrogées ont indiqué que le premier facteur de leur déplacement était lié aux attaques des GCO et aux violences associées, indique l'OIM. Parallèlement, la surpopulation des sites accueillant les personnes déplacées internes reste une préoccupation essentielle, car l'afflux de population met à rude épreuve les ressources humanitaires déjà limitées et exacerbe le risque de transmission de maladies contagieuses. Les communautés déplacées ont besoin en priorité d'une assistance alimentaire d'urgence, puis d'un soutien aux moyens de subsistance, de services de santé, d'abris et de besoins WASH, rapportent les acteurs humanitaires.

Par ailleurs, près de 46 000 personnes qui avaient été déplacées par les activités des GCO ont pu retourner dans leurs régions d'origine dans la zone de Port-au-Prince à la mi-avril, indique l'OIM. Environ 70 % des rapatriés ont expliqué leur retour par une amélioration des conditions de sécurité dans leurs zones d'origine (y compris dans des zones de la ville de Port-au-Prince, et dans les communes de Croix-des-Bouquet et Tabarre), alors que 15 % des rapatriés ont expliqué que c'était l'insécurité des lieux où ils étaient accueillis qui avait motivé leur retour dans leurs régions d'origine, soulignant la

volatilité persistante des conditions de sécurité dans les zones qui accueillent les populations déplacées réfugiées.

Près de 4,9 millions de personnes à l'échelle nationale ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence

L'augmentation des prix des aliments de base (favorisée en partie par les activités des GCO, la sécheresse récurrente et l'inflation) continue de diminuer le pouvoir d'achat des ménages, entravant la capacité des populations à se procurer suffisamment d'aliments nutritifs et exacerbant les besoins humanitaires en Haïti. Entre mars et juin, près de 4,9 millions de personnes partout dans le pays devraient connaître une insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise—IPC 3 ou pire, ce qui représente 200 000 personnes de plus par rapport à septembre 2022, d'après le Groupe de travail technique IPC.² L'insécurité et les violences des GCO ont

Statut IPC Mars 2023 - Juin 2023	
Phase 5	0 personnes au niveau Catastrophe
Phase 4	1 807 955 personnes au niveau Urgence
Phase 3	3 082 278 personnes au niveau Crise
Phase 2	2 669 791 personnes au niveau Stress
Phase 1	2 346 733 personnes en situation d'insécurité alimentaire minimale

exacerbé les besoins en matière d'assistance alimentaire des populations en perturbant les marchés et les opportunités de subsistance des ménages. En outre, la combinaison de la dépréciation de la monnaie et des barrages routiers des GCO le long des routes commerciales clés où ces groupes prélèvent des taxes illégales continue de faire augmenter les prix des aliments de base (tels que le maïs, la farine et le riz) dont les prix ont augmenté de plus de 80 % entre février 2022 et février 2023, réduisant encore le pouvoir d'achat des ménages et l'accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante, selon le réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) et le gouvernement d'Haïti. Jusqu'à 70 % des ménages en Haïti font état de niveaux de consommation alimentaire insuffisants, la majorité d'entre eux adoptant des stratégies d'urgence ou de crise, telles que la réduction de la quantité et de la qualité des aliments consommés, pour répondre aux besoins alimentaires de base, selon le Programme alimentaire mondial (PAM), partenaire de l'USAID/BHA. En outre, les précipitations insuffisantes et les sécheresses qui ont suivi depuis septembre 2022, en particulier dans le nord et le sud d'Haïti, ont suscité des inquiétudes quant à l'insuffisance de la production agricole au cours de la prochaine saison des récoltes, à la détérioration de la santé du bétail et à l'accès à une quantité suffisante d'eau pour les

cultures et l'élevage au cours des prochains mois, et pourraient encore exacerber le besoin de nourriture d'urgence et de soutien aux moyens de subsistance chez les populations touchées, rapportent le FEWS NET et le PAM. Malgré une augmentation globale du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, depuis le mois de janvier les partenaires de l'USAID/BHA et d'autres acteurs humanitaires ont apporté une assistance alimentaire d'urgence à des communautés qui étaient auparavant inaccessibles, dont près de 20 000 personnes de la Cité Soleil, qui ne sont plus en insécurité alimentaire aiguë de niveau Catastrophe—IPC 5 grâce à une assistance alimentaire d'urgence continue et vitale.

² La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimal-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.



450 tonnes

Poids total des fournitures de secours facilités par l'USAID/BHA transportés en Haïti pour répondre à l'épidémie de choléra

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

SOUTIEN LOGISTIQUE ET PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

L'USAID/BHA mobilise des fournitures pour soutenir le traitement du choléra et les efforts d'intervention dans le contexte des pénuries persistantes de carburant en Haïti. En partenariat avec l'organisation logistique à but non lucratif Airlink, l'USAID/BHA avait établi un pont aérien humanitaire pour livrer des fournitures sanitaires et WASH essentielles aux organisations de secours luttant contre le choléra en Haïti, transportant plus de 230 tonnes métriques (TM) de fournitures d'assistance à huit organisations humanitaires en avril. En outre, l'USAID/BHA a fourni plus de 60 000 dollars pour l'achat de produits de secours, y compris des gants, du savon et des comprimés de purification de l'eau, qui ont été achetés localement en Haïti et livrés à la Direction générale de la protection civile du gouvernement haïtien au cours des dernières semaines. L'USAID/BHA finance également l'OIM pour assurer le pré-positionnement de fournitures de secours d'urgence, suffisantes pour soutenir près de 75 000 personnes, en Haïti en cas de catastrophes soudaines, en plus de soutenir le PAM pour fournir des services de transport et de logistique essentiels en soutien à l'intervention humanitaire dans son ensemble. L'OIM continue de distribuer des produits de secours provenant de ses stocks d'urgence, y compris des kits d'hygiène essentiels et des fournitures médicales pour la prévention du choléra, afin de venir en aide à près de 60 000 personnes dans le besoin partout en Haïti, y compris les personnes touchées par l'épidémie de choléra.



7

Partenaires soutenus par l'USAID/BHA menant des activités WASH en Haïti

SANTÉ ET WASH

Le soutien de l'USAID/BHA aux programmes de santé et WASH en Haïti sert à prévenir et à lutter contre la propagation du choléra et d'autres maladies contagieuses, et à améliorer l'accès à l'eau potable pour les personnes dans le besoin. L'USAID/BHA soutient actuellement sept partenaires WASH, dont ACTED, Catholic Relief Services (CRS), Community Organized Relief Effort (CORE), Médecins du Monde, Humanity & Inclusion, Mercy Crops et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), pour fournir des kits d'hygiène et de l'eau potable aux ménages vulnérables, réparer les infrastructures WASH, diffuser des messages de prévention contre les maladies et mener des campagnes de sensibilisation sur les meilleures pratiques en matière d'hygiène pour réduire la transmission des maladies. L'USAID/BHA soutient également la réhabilitation en cours des systèmes d'approvisionnement en eau à Grand'Anse et dans le sud afin de faciliter l'accès à l'eau potable pour plus de 25 000 personnes.



5

Partenaires de
l'USAID/BHA fournissant
des services de santé en
Haïti

Les partenaires en soin de santé de l'USAID/BHA, Médecins du Monde et l'Organisation panaméricaine de la santé, œuvrent pour renforcer les compétences des centres de soins de santé dans les départements de l'Artibonite, du centre, de Nippes, du nord, et de l'ouest, en ajustant les programmes existants afin de répondre aux besoins créés par l'émergence du choléra, tout en agissant pour dépasser les contraintes d'accès liées à la sécurité.- Grâce au soutien de l'USAID/BHA en 2022, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a assuré l'accès à des soins prénataux et postnataux suffisants pour les mères et les enfants, en soutenant la sécurité pour plus de 87 000 accouchements et près de 19 000 césariennes en 2022.



11

Partenaires de
l'USAID/BHA fournissant
une aide alimentaire en
Haïti

SECURITE ALIMENTAIRE

Alors que les conditions de sécurité et les pénuries de carburant posent des défis logistiques aux opérations humanitaires, les partenaires de la sécurité alimentaire de l'USAID/BHA continuent à surmonter les contraintes d'accès et à atteindre les populations dans le besoin. L'USAID/BHA soutient 11 partenaires, dont Action contre la faim - États-Unis (ACF), ACTED, AAH/USA (Action contre la faim), ACTED, CARE, CORE, CONCERN, CRS, Fonkoze, Humanity & Inclusion, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Mercy Corps et le PAM, pour fournir une assistance alimentaire d'urgence en Haïti, qui comprend des transferts d'argent liquide pour la nourriture et des bons alimentaires, de la nourriture achetée aux niveaux local, régional et international, et une assistance alimentaire américaine en nature aux populations souffrant d'insécurité alimentaire aiguë. En raison de l'évolution des conditions de sécurité et de l'augmentation du coût des denrées alimentaires, l'USAID/BHA continue de travailler avec les partenaires de la sécurité alimentaire pour maintenir la flexibilité des types d'assistance alimentaire d'urgence fournis.

L'USAID/BHA soutient également le PAM pour assurer le pré-positionnement d'un stock de produits alimentaires en nature à distribuer rapidement dans tout Haïti en cas de catastrophe. Grâce au soutien de l'USAID/BHA, le PAM a touché près de 700 000 personnes pour un total de 5,3 millions de dollars en transferts d'espèces pour de la nourriture et a distribué plus de 1 200 TM d'assistance alimentaire en nature à près de 260 000 personnes en insécurité alimentaire partout en Haïti en mars. En outre, l'agence des Nations Unies a touché près de 417 000 étudiants dans les départements de l'Artibonite, de Grand'Anse, du nord, du nord-est, du nord-ouest, de l'ouest, et du sud-est grâce à des programmes de nutrition à l'école.



7

Partenaires de
l'USAID/BHA fournissant
des services de protection
en Haïti

PROTECTION

L'USAID/BHA soutient sept partenaires pour apporter une assistance de protection essentielle, notamment pour la prévention et les actions visant à lutter contre les violences sexistes et pour des services d'assistance psychosociale, partout en Haïti pour répondre aux besoins de protection accrus créés par une insécurité croissante. Grâce aux financements de l'USAID/BHA, le FNUAP a pu intervenir auprès de près de 3 900 femmes et

filles dans des services d'assistance contre les violences sexistes, avec notamment des soins médicaux et une assistance psychosociale et la distribution de près de 2 600 kits de dignité (composés d'une lampe torche, de produits hygiéniques et de sifflets) aux populations dans le besoin en 2022. L'agence USAID/BHA demande à tous les partenaires d'intégrer les principes de protection dans chaque intervention soutenue en Haïti, tout en promouvant un accès significatif, la dignité et la sécurité de tous les bénéficiaires.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Les troubles civils, les maladies, l'instabilité économique et l'insécurité, combinés aux chocs récurrents causés par les catastrophes naturelles, notamment les sécheresses, les séismes, les inondations et les ouragans, ont entraîné ces dernières années une insécurité alimentaire, une pénurie de produits essentiels, ainsi que d'autres besoins humanitaires dans tout Haïti. En réponse, l'USAID/BHA finance des programmes humanitaires en Haïti visant à sauver des vies, à renforcer la résilience, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer les moyens de subsistance et à lutter contre les épidémies. L'agence USAID/BHA finance également des programmes supplémentaires visant à réduire le risque de catastrophes en Haïti et à renforcer l'autosuffisance nationale grâce à une bonne préparation et gestion des urgences.
- Dans un contexte de détérioration continue de la sécurité en Haïti, le Chargé d'Affaires a.i. Eric W. Stromayer a émis une nouvelle déclaration de besoin humanitaire le 8 octobre 2022, en prévision de la poursuite des besoins humanitaires au cours de l'exercice fiscal 2023.
- Le 14 octobre 2022, en réponse à l'aggravation de la crise humanitaire et à l'épidémie de choléra en Haïti, l'USAID/BHA a déployé une Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) afin d'identifier, de vérifier et de répondre aux besoins humanitaires immédiats des Haïtiens les plus vulnérables, en se concentrant sur l'atténuation de l'insécurité alimentaire, la réponse aux besoins urgents de protection et le soutien à la prévention et à la lutte contre le choléra. L'EICC se coordonne activement avec les partenaires humanitaires et l'ambassade des États-Unis sur le terrain en Haïti pour diriger les efforts de réponse humanitaire du gouvernement américain. Le même jour, l'USAID/BHA a également déployé une Équipe de gestion des interventions basée à Washington, DC en soutien à l'EICC.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN HAÏTI POUR L'EXERCICE FISCAL 2023³

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	EMPLACEMENT	MONTANT
USAID/BHA			
ACF/USA	Systèmes de relance économique et de marché (ERMS), Assistance alimentaire - Transferts en espèces et bons d'alimentation, WASH	Nord-Ouest	3 000 000 \$
Préoccupation	ERMS, Assistance alimentaire - Bons d'alimentation, Nutrition, Protection, WASH	Ouest	4 000 000 \$
SRC	ERMS, Assistance alimentaire - Transferts en espèces, Nutrition, WASH	Sud-Est	3 500 000 \$

Humanitaire et inclusion	Assistance alimentaire - Transferts en espèces, Santé, Protection, WASH	Nord, Nord-Est, Ouest, Sud, Sud-Est	1 500 000 \$
Initiatives IMPACT	Humanitarian Coordination, Information Management, and Assessments (HCIMA)	Ensemble du pays	1 000 000 \$
Project Hope	Santé, protection, WASH	Artibonite, Grand'Anse, Ouest, Nippes, Sud, Sud-Est	6 000 000 \$
Save the Children Federation (SCF)	Nutrition, Protection	Grand'Anse, Sud	2 000 000 \$
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Protection	Ensemble du pays	3 000 000 \$
FNUAP	Protection	Ouest	2 500 000 \$
UNICEF	WASH	Ensemble du pays	1 500 120 \$
BCAH	Humanitarian Coordination, Information Management, and Assessments (HCIMA)	Ensemble du pays	1 000 000 \$
PAM	ERMS, Assistance alimentaire - Transferts en espèces, Politique humanitaire, Études, Analyses ou Applications, Soutien logistique	Ensemble du pays	21 415 508 \$
World Relief International (WRI)	Agriculture, ERMS, Assistance alimentaire – Transferts de fonds, WASH	Sud	3 500 000 \$
	Soutien logistique	Ensemble du pays	2 450 082 \$
	Soutien au programme		140 747 \$
FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DE L'USAID EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN HAÏTI POUR L'EXERCICE FISCAL 2023			56 506 457 \$

³ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement à compter du 3 mai 2023.

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour obtenir des informations supplémentaires sur ces recommandations, consultez le site suivant :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org.
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse URL suivante : usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work